



# Comment les municipalités peuvent-elles aborder la transition énergétique de manière équitable ?



© European Institute

Quentin Cosme

Werra

Février 2022



Après un master en Intelligence Stratégique Internationale et Affaires Publiques à l'ILERI, **Quentin Cosme** est actuellement en formation à l'Institut européen en master spécialisé dans la gouvernance de la transition énergétique. Passionné par les enjeux géopolitiques en particulier dans le domaine de l'énergie, Quentin cherche à présenter l'énergie et ses enjeux internationaux plus simplement à travers des articles et des mémoires afin que tous puissent avoir accès à un enjeu politique pouvant être considéré comme le premier enjeu international et celui étant le plus souvent au cœur des conflits interétatiques.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Février 2022



## INTRODUCTION

---

L'État est, dans la plupart des cas, l'institution la plus puissante capable de décider des politiques énergétiques tout en prenant en considération les ressources à disposition, les politiques de recherche, la volonté citoyenne, les enjeux environnementaux, les rapports et objectifs des entreprises et de manière plus générale les intérêts des nombreux acteurs. EDF reste l'outil premier du gouvernement dans le développement des politiques énergétiques à tous les niveaux. Cependant, l'ouverture des marchés et la pression croissante des groupes écologistes, ainsi que le nombre de fournisseurs s'accroît au cours du temps. Pourtant, même si le marché des technologies vertes connaît une chute des prix, le poids financier de la transition énergétique reste considérable. Pour les municipalités les enjeux ne manquent pas : social, financier, technologique et stratégique. Afin de respecter les objectifs de la transition énergétique, il est nécessaire de remettre en cause les anciennes politiques jusqu'au brisement total des liens reliant cette période de transition au monde carboné.

Comment réaliser une transition verte à une échelle locale et de manière équitable en tenant compte d'une inégalité énergétique déjà existante ?



## L'état des lieux

Nous commencerons par une description des usages des ménages en fonction de leur situation énergétique. Le Livre Blanc de l'ADEME<sup>1</sup> montre que les ménages peuvent être soumis à l'iniquité, l'inégalité, la pauvreté et la vulnérabilité énergétique.

INIQUITE	INEGALITE	PAUVRETE	VULNERABILITE
Absence de choix ou faible capacité à changer son statut de pauvreté ou de vulnérabilité énergétique. Considéré comme une situation imposée et caractérisée par une certaine souffrance socio-économique.	Différences entre les acteurs et les territoires dans l'accès à l'énergie nécessaire dans la réalisation d'un bon développement ou des capacités et pratiques considérées comme bonnes pour la transition énergétique et le respect du bien-être.	Inadéquation entre les ressources des ménages et leur situation énergétique, ce qui peut les obliger à recourir à l'arbitrage.	Situation potentielle de pauvreté énergétique qui peut toucher les ménages en tenant compte des événements.

Selon la Banque Mondiale, environ 15% de la population mondiale n'a pas accès à l'électricité aujourd'hui et un peu plus de 40% utilise le charbon et le bois pour cuisiner. Les deux cartes qui suivent présentent l'équipement photovoltaïque des pays (SciencesetAvenir) et l'irradiation horizontale à une échelle mondiale (Banque Mondiale).

<sup>1</sup> ADEME, "Pour une transition énergétique équitable", *Livre Blanc*, 2019 <https://onpe.org/sites/default/files/livreblanc-te-equitable-pe-082019.pdf>



Le premier constat est simple : à l’exception de l’Afrique du Sud, de l’Inde et de quelques régions américaines, la majeure partie de l’équipement photovoltaïque se trouve dans des espaces de pays peu irradiés. De plus, en considérant les présentations et figures publiées par le CEA<sup>2</sup> ainsi que certains articles de la “Revue Internationale et Stratégique (RIS)”<sup>3</sup>, il est possible de dire que les différences entre les pays développés et ceux en développement sont clairement visibles et importantes. En prenant en considération les théories présentées dans la RIS, l’énergie restera un enjeu local, de par les politiques et

<sup>2</sup> Site officiel du CEA, <https://www.cea.fr/>

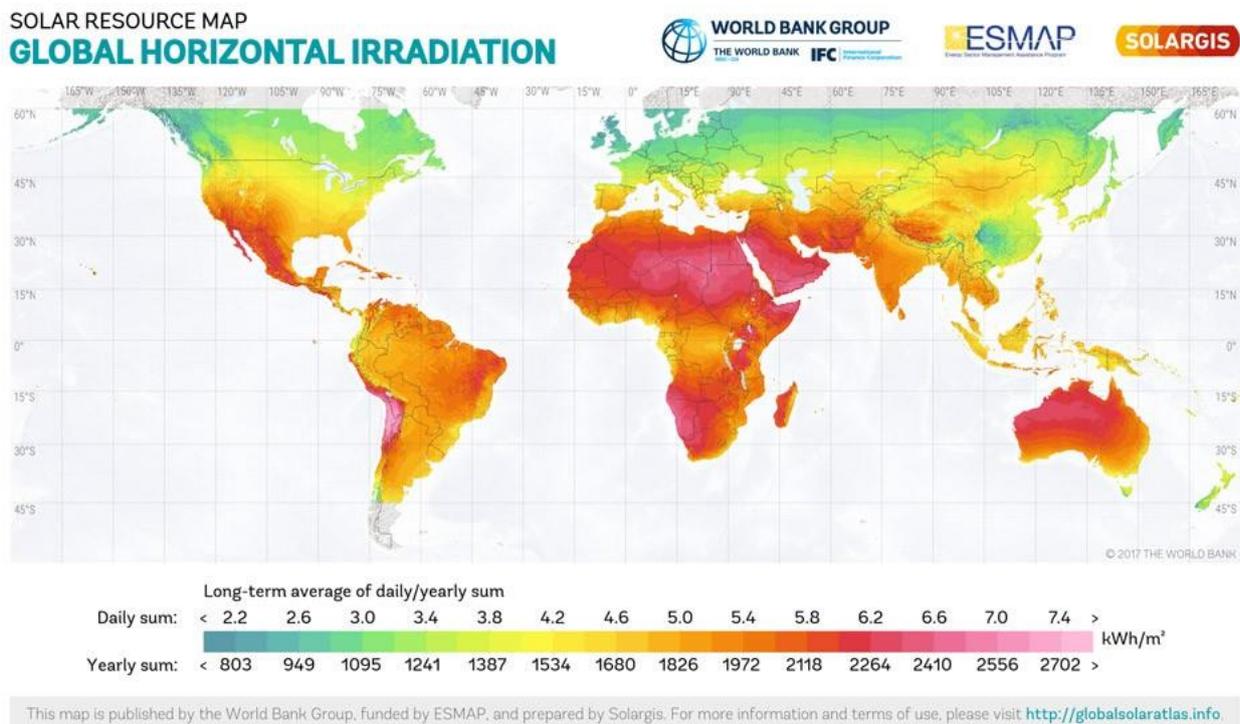
<sup>3</sup> HACHE, Emmanuel, “Énergie, transitions et recompositions”, *Revue Internationale et Stratégique*, N°104, 2016

CARCANAGUE Samuel et HACHE Emmanuel, “Géopolitique de la transition énergétique”, *Revue Internationale et Stratégique*, N°113, 2019



conflits présents dans les régions détentrices de ressources. Les intérêts étatiques prévalent sur les autres.

Par conséquent, l'État choisit et mène les politiques énergétiques du pays sur tout le territoire. Les lois et les prix évoluent avec le temps et les marchés notamment par les lois sur les tarifs de vente réglementés. L'établissement d'une taxonomie reste le premier défi, si ce n'est problème, entre les États. Le débat est long et source importante de conflit idéologique et de valeur en particulier dans la recherche d'alternatives liées aux énergies marquées par la tension.



Cependant la société civile a commencé et continue le développement de ses propres valeurs liées à l'élaboration de la transition énergétique. La transition se développe à un niveau plutôt local et les villes tiennent de plus en plus compte de l'opinion citoyenne dans leurs politiques. Il s'agit bien sûr d'optimisation énergétique, d'aménagement d'espaces publics verts ou encore de planification urbaine. La ville reste l'une des plus importantes institutions publiques pour les citoyens.



Pour autant, la réponse à ces enjeux énergétiques ne peut être fondée que sur une compréhension claire des variantes économiques financières, technologiques, sociales et politiques qui caractérisent l'espace étudié.



## Les enjeux de la sortie du monde carboné

---

Comme mentionné précédemment, la transition énergétique implique une étude précise de différents domaines. L'adaptation des politiques, la sociologie, l'ingénierie et la finance peuvent offrir l'ouverture de nouvelles portes aux populations.

Bien que l'après Guerre Froide ait montré un développement et une amélioration des technologies énergétiques, les disparités n'en restent pas moins considérables aujourd'hui en particulier liées à l'influence des acteurs politiques. Afin de satisfaire leurs intérêts, les États sont capables d'aller jusqu'à la destruction de leurs confrères comme les exemples iraquien, syrien et vénézuélien le montrent clairement. Cependant, avant d'être un État, un pays est une population. Une population qui a des besoins, ces derniers ne pouvant être satisfaits que par la construction de l'État. Cela étant, partout dans le monde la population connaît la pauvreté, l'iniquité, l'inégalité et la vulnérabilité dues aux relations internationales, aux politiques énergétiques, à l'organisation du pouvoir (typologie des États) et des ressources. Par conséquent, une pauvreté énergétique existe en Afrique et en Amérique Latine due à des problèmes de réseau ou de financement malgré le fait que les États de ces régions font partie de celles présentes dans les espaces les plus irradiés au monde. Pour les États-nations et l'Europe centrale et orientale, la dépendance aux nations voisines, telles que la Russie ou la Norvège en matière de gaz ou de la France pour l'électricité, reste un important enjeu de souveraineté.

De plus, même si les villes sont les plus proches institutions des citoyens, elle ne peut agir seule en matière de développement de politiques énergétiques et dépend donc d'entités tierces telles que les banques, les entreprises ou les institutions publiques plus importantes.

L'enjeu social est tout aussi important. Le défi énergétique est parfois peu accessible aux populations. La communication reste compliquée malgré une urgence de sa présentation de manière globale. Aujourd'hui la majorité des français acceptent et soutiennent les politiques nucléaires cependant plus du tiers de la population pense que le gaz s'échappant des tours de refroidissement a un impact sur le réchauffement climatique.



En considérant ces dernières lignes, il devient impossible de dire que l'enjeu technologique n'est pas en lien avec ce défi social. La transition énergétique va avoir un impact majeur sur l'emploi. Il s'agit d'un réel problème, à la fois social et technologique. Dans certaines branches technologiques et industrielles, des travailleurs très spécialisés sont recherchés. Les techniciens supérieurs sont, aujourd'hui, un métier essentiel dans le secteur énergétique, en particulier dans le nucléaire, cependant le nombre de candidatures est en chute libre. Par exemple, AREVA connaît un réel manque de soudeurs et la production d'éoliennes ralentit de par un manque de chaudronniers conséquent. Des entreprises, qui pourraient être considérées comme l'élite du secteur énergétique français, connaissent un manque de personnel et de formation dans certains emplois essentiels pour ces compagnies.

Finalement, la question essentielle : Qui va payer ? De par la centralisation, les villes ne disposent pas d'un très grand pouvoir et n'ont pas une très grande capacité d'investissement. De plus, ceci dépend de points précis. Le budget<sup>4</sup> est lié à la population ainsi qu'à la géographie et à des enjeux géopolitiques. Les villes ne peuvent pas et ne sont pas autorisées à faire ce qu'elles veulent. La prise en compte de lois nationales sur le budget, l'imposition, l'aide sociale et les programmes environnementaux est primordiale. De temps en temps, même si la société civile impose ses idées à la municipalité, celles-ci ne peuvent pas être réalisées de par un manque de financement, un possible problème environnemental...

---

<sup>4</sup> Institut Montaigne, "Le budget des communes, comment ça marche?", Dessine-moi l'éco, 2014  
<https://www.youtube.com/c/dessinemoileco-sydo>



# Recommandations pour une transition énergétique équitable

---

Bien des réponses existent mais manquent parfois de développement. C'est le cas des économies collectives mises en avant par la théorie constructiviste<sup>5</sup>. Travailler ensemble est une idée plus qu'utile dans la réalisation de projets.

Afin de résoudre cette question de transition équitable différentes réformes peuvent être envisagées et appliquées à de multiples échelles.

La confiance est un mot important dans ce domaine et une grande source de débat. Avoir confiance en l'État et en ses politiques implique aussi une certaine réciprocité de la part de ce dernier qui se doit de fournir certaines capacités aux institutions locales. L'État a pour mission de préparer le citoyen aux enjeux de la transition énergétique et de l'encourager à croire et suivre ses politiques nationales. Les villes n'en ont pas moins un rôle clé à jouer dans cette période de changement. Malgré la présence de fournisseurs plus nationaux et internationaux que locaux, la société civile souhaite de plus en plus l'élaboration d'entités locales capables de gérer le réseau des villes. Elles sont les entités les mieux qualifiées concernant la satisfaction des besoins citoyens. L'économie collective est un parfait moyen de réaliser ces demandes de la société civile ainsi qu'une garantie de financement de la part d'une population plus attachée aux enjeux locaux que nationaux et internationaux.

Ce serait une forme de recyclage ou de perfectionnement. Ce qui est réalisé dans l'industrie peut être réalisé dans l'énergie. Les communautés urbaines offrent de nouvelles possibilités, qu'il s'agisse d'évolution technologique, sociale, sociétale, technologique... Les économies collectives et donc le constructivisme offrent une vision plus collective, fondée sur la satisfaction des intérêts personnels par un partage de ceux-ci dans l'optique de créer un intérêt général capable de satisfaire la population dans son ensemble de par la création d'une entité sociale, politique et économique beaucoup plus puissante.

---

<sup>5</sup> GOODWIN Michael et BURR Dann E. "Economix", *Les Arènes*, 2014

MACLEOD, Alex et O'MEARA, Dan, "Théories des relations internationales, contestations et résistances", Seconde édition, *Éditions Athéna, CESPE*, 2010



Cela amène à la création de confiance mais aussi à l'apparition de groupes beaucoup plus unis socialement. La confiance mène au développement d'une population prête à s'informer afin de suivre et soutenir ses représentants. Ceci va conduire les acteurs à une recherche de connaissance afin de pouvoir poursuivre ce projet de transition.

Ici se trouvent des objectifs de décentralisation et d'accroissement du pouvoir des villes, qui restent les seules entités capables de connaître et de satisfaire les besoins citoyens à échelle locale. L'énergie devient donc un enjeu à deux échelles. Une échelle nationale est basée sur les politiques énergétiques étatiques et sur un réseau global et une échelle locale qui se veut basée sur la volonté citoyenne et l'élaboration de compagnies menées par l'opinion citoyenne des municipalités.

### **SOURCES COMPLEMENTAIRES**

Diplomatie Magazine, « Géopolitique de l'énergie », n°43, février-mars 2018

Institut Montaigne, “ À quoi servent les régions?”, *Dessine-moi l'éco*, “ 2015,  
<https://www.youtube.com/c/dessinemoileco-sydo>

COSME Quentin, “Les économies collective dans le développent des projets complexes”, mémoire à l'ILERI, 2021